

Faits marquants du Congrès mondial de la nature de l'UICN: Dimanche 5 septembre 2021

Le Forum s'est poursuivi en pleine vigueur au cours de la troisième journée du Congrès mondial de la nature de l'UICN avec une pléthore de sessions axées sur les domaines thématiques du Congrès.

Faits saillants de la journée inclus:

- Une longue session interactive sur le cadre mondial de la biodiversité post-2020 (CMB), fournissant des contributions potentielles sur différents segments du cadre;
- Une session émouvante sur les défenseurs de l'environnement, soulignant qu'un nombre record de 331 ont été tués en 2020, dont plus de la moitié en Amérique latine; et
- Un groupe de discussion de haut niveau présentant un précieux éclairage sur la manière dont les objectifs ambitieux pour les aires protégées peuvent être atteints.

Cadre mondial de la biodiversité post-2020: une recette pour réussir

Cette session de quatre heures s'est concentrée sur le CMB post-2020 qui est en cours de négociation par les Parties à la Convention sur la diversité biologique (CDB). Se déroulant juste après la conclusion de la troisième réunion du Groupe de travail à composition non limitée (GTCNL) pertinent de la CDB, la session hautement interactive visait à s'assurer que le projet de cadre est «adapté à l'objectif» pour faire face à l'urgence naturelle, en réalisant les changements transformationnels avec des étapes de mise en œuvre concrètes.

La modératrice Jane Smart, UICN, a ouvert la session, décrivant son format et soulignant que les résultats de la session éclaireront le Manifeste de Marseille, principal document final du Congrès. Elle s'est concentrée sur les réunions du GTCNL, évoquant les questions difficiles, notamment celle de la mobilisation des ressources.

Le directeur général de l'UICN, Bruno Oberle, a souligné que «nous avons une opportunité unique et finale de résoudre le problème». Faisant état de la complexité des questions liées à la biodiversité, il a indiqué que les négociateurs doivent ressentir

la pression politique pour un résultat réussi. Il a souligné la nécessité de réduire la pression sur les ressources naturelles et de réinvestir dans la nature. Il a ajouté que les efforts seront vains s'ils ne sont pas accompagnés d'une mobilisation efficace des ressources. Oberle a mis en exergue la nécessité de clarifier les points de savoir: qui fournira les fonds; si de l'argent public ou privé sera utilisé et quel serait l'équilibre entre les deux; et quels types de canaux de financement seront utilisés.

Carlos Manuel Rodriguez, PDG du Fonds pour l'environnement mondial (FEM), a déclaré que dans la planification du CMB, il est besoin de continuer à analyser les objectifs d'Aichi, en particulier ce qui n'a pas fonctionné. Il a souligné que notre échec majeur au plan institutionnel est l'une des principales raisons de notre incapacité collective à faire face à la crise de la biodiversité. Il a indiqué que, contrairement à d'autres secteurs, comme l'éducation ou la santé, trop d'institutions gèrent les ressources naturelles, et a appelé à une nouvelle approche du paysage institutionnel. Il a conclu en disant: «si nous sommes intelligents et comprenons les points d'entrée politiques et économiques, je suis optimiste que nous serons positifs pour la nature et en bonne voie pour être neutres en carbone et sans pollution, d'ici 2030».

Marco Lambertini, directeur général du WWF, a souligné qu'il s'agit là de notre dernière chance et qu'il n'y a pas de place pour le compromis, appelant à une action fondée sur la science. Il a souligné la nécessité de comprendre les conséquences de l'urgence planétaire, non seulement sur le monde naturel, mais aussi sur nos vies, notre économie, notre société et notre santé. Il a expliqué qu'un tiers de la main-d'œuvre mondiale dépend d'écosystèmes sains, faisant état des progrès réalisés dans notre compréhension de l'importance de relier les programmes d'environnement et de développement. Lambertini a souligné que la transition requise n'entraîne pas seulement des risques, mais aussi des opportunités et que tout en évitant l'effondrement, l'humanité a la possibilité de promouvoir une croissance durable et équitable. Il a souligné aussi que «nous devons nous concentrer sur ce qui est nécessaire, pas sur ce qui est politiquement négociable», et tenir les dirigeants responsables d'élever l'ambition au niveau nécessaire. Il a exhorté à maintenir l'objectif 30 par



Jane Smart, UICN



Marco Lambertini, directeur général du WWF



Martha Rojas Urrego, Secrétaire générale, Convention de Ramsar sur les zones humides



Carlos Manuel Rodriguez, PDG du FEM

30 de protéger 30% de la planète d'ici 2030; à convenir du mécanisme de mise en œuvre; et à se concentrer plutôt sur l'échéance 2030, que de «donner un coup d'envoi à des engagements plus tardifs».

Martha Rojas Urrego, Secrétaire générale, Convention de Ramsar sur les zones humides, a présenté le rôle des conventions liées à la biodiversité dans le CMB. Elle a souligné «qu'une crise sans précédent nécessite des efforts sans précédent pour en inverser l'évolution». Soulignant que la coopération peut être difficile, car chaque convention a son propre univers, elle a affirmé que «nous travaillons tous pour le même objectif». Elle a suggéré d'aligner les plans stratégiques des conventions pertinentes; d'élaborer des programmes de travail collaboratif et de renforcer les synergies existantes; et d'utiliser des ensembles communs d'indicateurs pour mesurer les progrès accomplis. Elle a conclu en soulignant que le CMB devrait être un cadre pour tous et, notamment, pour toutes les conventions liées à la biodiversité, tout en évitant la duplication des efforts.

Les participants ont discuté des voies et moyens de formaliser la collaboration sur les programmes de travail des conventions liées à la biodiversité; des moyens d'impliquer le public et de fournir un narratif plus large; et des positions et initiatives de la Chine en tant que pays hôte de la prochaine COP15 de la CDB. Ils se sont réunis en 11 groupes de discussion pour examiner la façon de renforcer la formulation des éléments du CMB, puis ont présenté des rapports sur les principaux messages.

S'agissant des synergies entre les accords multilatéraux sur l'environnement (AME), les propositions ont inclus la reconnaissance explicite des AME mondiaux et régionaux en tant que principaux mécanismes de mise en œuvre pour le CMB.

Au sujet des objectifs 2050 et des jalons 2030, les recommandations étaient comme suit: sur les objectifs, zéro extinction d'ici 2050 dans tous les groupes taxonomiques et garantir l'intégrité de tous les écosystèmes d'ici 2050; et, sur les jalons, un gain net de connectivité de zone et d'intégrité des écosystèmes naturels d'au moins 30%.

Au sujet de la relation entre les éléments du CMB et de la mise en œuvre au niveau national, le groupe a proposé: l'insertion d'une référence à la désagrégation des cibles mondiales au niveau national et de les rendre spécifiques au contexte; la mise en place d'incitations pour la détermination et la mise en œuvre des objectifs nationaux; l'alignement des mécanismes de communication et la complémentarité avec d'autres processus; et la prise de mesures concrètes permettant d'assurer la mise en œuvre des objectifs mondiaux au niveau national.

Concernant les outils et les solutions pour la mise en œuvre et l'intégration, les suggestions ont englobé la clarification des «valeurs» de la biodiversité, la manière dont elles sont

mesurées et la manière de capturer les valeurs non monétaires; l'accentuation des approches sectorielles, y compris une feuille de route, une trajectoire et des critères clairs, ainsi qu'une réglementation sectorielle et des objectifs contraignants; et l'examen de la façon de mesurer la dépendance et les impacts des entreprises sur la biodiversité.

Au sujet de l'énoncé de la vision et de la mission: le groupe a proposé d'inclure, au titre de la vision, que d'ici 2050, la biodiversité sera valorisée, conservée, restaurée et utilisée à bon escient; et au titre de la mission, la prise de mesures urgentes à tous les niveaux de la société pour la conservation et l'utilisation durable de la biodiversité, et la garantie d'un partage juste et équitable des avantages tirés de l'utilisation des ressources génétiques.

Concernant les points de vue et le rôle des parties prenantes, y compris les peuples autochtones, les communautés locales et la société civile, les suggestions ont inclus l'insertion d'une formulation plus ambitieuse sur le consentement libre, préalable et éclairé; l'adoption d'une approche fondée sur les droits de l'homme; et l'ajout d'un libellé sur l'inclusion des espaces civiques comme condition habilitante.

Au sujet des aires protégées, les participants ont proposé de désigner au moins 30% de la Terre comme aires protégées, d'ici 2030, tout en reconnaissant que jusqu'à 50% pourraient être nécessaires; et d'y inclure les ressources en eau douce.

S'agissant du cadre de suivi, le groupe a suggéré d'en adopter un, parallèlement aux objectifs et aux cibles.

Concernant les objectifs d'action pour 2030, les participants ont suggéré d'inclure des plans explicites spatiaux positifs pour la biodiversité ciblant la connectivité des écosystèmes et les zones clés de la biodiversité, ainsi que la reconnaissance des mécanismes de protection pour les peuples autochtones et les communautés locales (PACL).

Au sujet de la réduction des menaces pour la biodiversité, le groupe a appelé à l'adoption d'une approche inclusive lors de la discussion sur les espèces, en utilisant la faune, la flore, les champignons et d'autres organismes, et à inclure dans le préambule les raisons pour lesquelles les espèces devraient être intégrées dans le CMB. Une ambition croissante assortie d'une référence explicite à l'objectif zéro extinction a également été suggérée.

Concernant la satisfaction des besoins des personnes à travers l'utilisation durable et le partage des avantages, les recommandations ont inclus: l'amélioration de la référence aux moteurs culturels et spirituels, et aux raisons de la conservation de la nature; l'insertion d'une référence plus explicite à l'équité, à la diversité et à l'inclusion; et l'inclusion d'une référence claire à des solutions basées sur la nature.

Mechtild Rössler, directrice du Centre du patrimoine mondial de l'UNESCO, a présenté des réflexions sur les rapports des ateliers, se concentrant sur l'intégration des outils et des solutions et tirant les enseignements des échecs passés. Elle a indiqué que les cadres devraient être alignés,



Bérangère Abba, Secrétaire d'État à la Biodiversité, France

avec un leadership clair et un accent sur la mise en œuvre. Elle a ajouté que son bureau alignerait ce travail sur les prochaines conventions, en Chine, et que les principaux résultats devraient être inclus dans le Manifeste de Marseille.

Au cours des questions et remarques de conclusion, de nombreux participants ont axé leurs interventions sur le potentiel de surcharge des cibles, chose qui, selon certains, risquait de les affaiblir, et ont suggéré un ensemble distinct d'indicateurs pour mesurer le succès et de se concentrer sur la mise en œuvre. Plusieurs membres se sont dits préoccupés par le temps qu'il faudrait pour atteindre les cibles. Smart a suggéré que les membres contribuent aux résultats des ateliers et aux principales formulations dans le Manifeste de Marseille, en faisant progresser le travail sur les indicateurs et en se concentrant sur les liens avec les conventions touchant à la biodiversité et à la CCNUCC.

La transition vers une agriculture durable: pour l'homme, l'alimentation et la nature

La session, co-organisée par l'UICN et la Food and Land Use Coalition (FOLU), a discuté de la production alimentaire durable pour une population croissante et de l'importance d'inclure toutes les parties prenantes pour atteindre les objectifs sociaux, économiques et environnementaux.

Alberto Arroyo Schnell, UICN, a ouvert la session; Seth Cook, FOLU, l'a modéré. Cook a défini le contexte: les systèmes agricoles modernes ont produit des impacts graves tels que la toxicité, la pollution et la dégradation des sols, des impacts qui sont aussi graves que ceux du dérèglement climatique mais qui ne bénéficient pas de l'attention qu'ils méritent.

Janez Potočnik, Groupe de ressources international du PNUE, a souligné la relation non durable de l'homme avec la nature découlant de l'incapacité à reconnaître que nous sommes ancrés dans la nature et non hors de celle-ci. Il a déploré le «charmant suicide de masse orchestré par la main invisible des marchés», et a déclaré que nous devons cesser de semer la confusion chez les consommateurs en leur demandant de se comporter de manière responsable tout en leur faisant payer plus lorsqu'ils le font. Il a souligné que le bien-être et le développement économique dépendent du respect des frontières planétaires et du traitement responsable de la nature.

Les conférenciers ont partagé des exemples de modèles agro-écologiques qui fonctionnent avec, et non contre, la nature.

Patricia Zurita, BirdLife International, a décrit des initiatives qui soutiennent les producteurs de viande d'Amérique latine pratiquant des méthodes d'agriculture culturelle vieilles de 800 ans qui maintiennent les prairies, et les agriculteurs africains cultivant du cacao de haute qualité sans aggraver la déforestation.

Giulia Di Tommaso, CropLife International, a parlé de l'agriculture numérique de précision et des projets exploitant la science et le partage de données, pour promouvoir la santé des sols et réduire les impacts des parasites des plantes.

Dinesh Balam, du Watershed Support Services and Activities Network, a démontré comment le retour aux cultures traditionnelles, comme le mil, a développé les économies locales dans l'Orissa, en Inde; a fait émerger des agriculteurs et des collectifs de femmes autonomisés; et a donné lieu à une meilleure nutrition, tout en utilisant moins d'intrants.

Sue Pritchard, Commission de l'alimentation, de l'agriculture et de la campagne, a parlé d'approches agro-écologiques qui éliminent les pesticides et les engrais synthétiques, adaptent les régimes alimentaires et luttent contre les déchets, tout en réduisant les émissions de gaz à effet de serre sans compromettre la sécurité alimentaire.

Les conférenciers ont également souligné la nécessité pour toutes les parties prenantes, en particulier les jeunes agriculteurs, de soutenir la transition vers une agriculture durable. Ils ont discuté d'approches transparentes et fondées sur la science; de l'utilisation des données et de la co-création de connaissances avec les agriculteurs; de l'accentuation de la santé des sols et des pratiques de régénération; du passage d'une approche en silo à une approche systémique; de la reconsidération des modèles économiques qui maintiennent des millions de personnes dans la pauvreté tout en surexploitant les ressources; et de la promotion d'un changement de comportement pour augmenter la demande d'aliments produits de manière durable. Ils ont exhorté à mettre fin aux subventions nocives qui permettent une agriculture destructrice et favorisent la baisse du prix des aliments et l'appauvrissement des agriculteurs, appelant plutôt à des normes vertes appliquées par le biais d'accords commerciaux internationaux.

Zurita a déclaré que l'innovation ne nécessite pas plus de machines et de produits chimiques; que cela peut signifier revenir à la nature et promouvoir les pollinisateurs et des sols plus sains.

Grande ambition pour les aires protégées: traduire les engagements en actes

Le modérateur Carlos Manuel Rodriguez, PDG du FEM, a expliqué que la session réfléchissait aux défis de la mise en œuvre du CMB et à la manière dont il peut être mis en œuvre pour atteindre l'objectif 30 par 30.

Bérangère Abba, Secrétaire d'État à la Biodiversité, France, a déclaré qu'un partage d'informations plus intersectoriel est nécessaire pour assurer la coopération et la cohérence des politiques, affirmant que la mise en œuvre des politiques doit être inclusive à tous les niveaux.

Andrea Meza Murillo, ministre de l'Environnement et de l'Énergie du Costa Rica, a décrit les plans et les défis liés à l'augmentation des aires marines protégées (AMP) du Costa Rica de deux à 30% cette année. Elle a signalé que les aires protégées terrestres ont catalysé l'économie verte et que les AMP feront de même pour l'économie bleue.

Ivete Maibaze, ministre des Terres et de l'Environnement du Mozambique, a souligné que 25% du pays est protégé et a présenté des plans pour en atteindre 30%. Elle a présenté les activités entreprises dans le parc national de Gorongosa, y compris la création de zones communautaires.

Kazuaki Hoshino, ministère de l'Environnement du Japon, a déclaré que l'utilisation d'autres mesures de conservation efficaces par zone sera essentielle pour atteindre l'objectif de 30 sur 30. Il a souligné le rôle potentiel de l'Initiative Satoyama dans l'identification d'autres mesures de conservation efficaces.

Aminath Shauna, ministre de l'Environnement, du Changement climatique et de la Technologie, Maldives, a déclaré que les solutions basées sur la nature, l'accès au financement et à la technologie et l'utilisation durable des ressources marines seront essentiels pour que les Maldives atteignent 30% d'aires protégées.

Concernant le rôle de l'UICN dans le soutien à l'objectif 30 par 30, Bruno Oberle, directeur général de l'UICN, a décrit deux fonctions principales: fournir des données pour mettre en œuvre la conservation; et transformer les données en normes. Il a précisé que cela garantirait que les aires protégées sont au bon endroit et qu'elles sont connectées, gérées efficacement et régies équitablement.

Les discussions qui ont suivi ont porté sur: la manière dont la France travaille avec des régions riches en biodiversité; un financement intégré pour les solutions fondées sur la nature; la conservation communautaire; les défis rencontrés par les Maldives pour maintenir une pêche au thon durable, en raison de ressources limitées; et la vision du Japon d'améliorer l'efficacité de la gestion des aires protégées.

Défenseurs de l'environnement: Comment soutenons-nous et mobilisons-nous notre communauté pour répondre plus efficacement?

Cette session était axée sur les défenseurs de l'environnement et sur les menaces auxquelles ils sont confrontés, notamment la violence, la criminalisation, l'intimidation et le meurtre. La réunion s'est ouverte par une bénédiction traditionnelle de Manari Ushigua, chef spirituel de Sapara, rejoint par les chefs autochtones de l'Organe de coordination des peuples autochtones du bassin de l'Amazone (COICA) et une chanson hawaïenne à la mémoire des 331 défenseurs de l'environnement tués en 2020.

La modératrice Kristen Walker-Painemilla, UICN, a invité les participants à réfléchir collectivement à la manière de réduire la criminalisation des défenseurs de l'environnement et à rechercher des solutions à ce problème urgent.

Michelle Bachelet, Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, a noté que les attaques contre les défenseurs de l'environnement sont sous-déclarées et qu'elles ne font souvent pas l'objet d'enquêtes ou de poursuites. Elle a souligné que l'UICN peut aider à promouvoir les réseaux de protection, soulignant la nécessité d'élaborer un plan d'action pertinent. Elle a souligné la collecte de données et la sensibilisation pour protéger systématiquement les défenseurs de l'environnement, en fournissant un cadre solide et inclusif.

Gregorio Mirabal, coordinateur général de la COICA, a exhorté tout un chacun à se souvenir de ceux qui ont été tués pour avoir défendu l'environnement et a demandé que justice soit faite, que les dispositions de la Convention de Minamata soient respectées et que la Cour internationale de justice (CIJ) reconnaisse les crimes contre la nature. Déplorant les récents meurtres de défenseurs de l'environnement au Kenya, Winnie Sengwer, Defenders Coalition, Kenya, a parlé du travail de son organisation pour protéger le bien-être et renforcer les capacités des membres de la communauté autochtone locale.

Grethel Aguilar, directrice générale adjointe de l'UICN, a remis en question les progrès accomplis dans la protection des droits des défenseurs de l'environnement, notant que plus de défenseurs ont été tués en 2020 que durant les années

précédentes. Elle a appelé à tous les projets d'inclure les droits des communautés autochtones et le consentement libre, préalable et éclairé. Joan Carling, Indigenous Peoples Rights International (IPRI), a attiré l'attention sur les peuples autochtones qui sont emprisonnés pour des pratiques traditionnelles sur leurs terres. Peter Larsen, Université de Genève, a déclaré que les professionnels de l'environnement présents au-delà des lignes de front se sentent également en danger dans leur travail, et que les lignes de communication entre la société civile et les gouvernements s'érodent. Ernesto Herrera, Reforestamos, a parlé des progrès réalisés avec l'Accord d'Escazu pour fournir un accès accru à l'information pour défendre les communautés autochtones.

Les discussions qui ont suivi ont porté sur: l'octroi aux territoires autochtones du même niveau de protection que les parcs nationaux; la facilitation de la surveillance et du financement; et le rôle des communautés de conservation dans la fourniture d'espaces sûrs pour les réunions et le réseautage. Les participants ont en outre déposé des propositions sur le renforcement de l'engagement de l'UICN, notamment: l'établissement d'un mécanisme de règlement de griefs interne; la fourniture de ressources pour l'élaboration des programmes pertinents; le renforcement des capacités de dialogue avec les défenseurs; le renforcement de la conservation fondée sur les droits; veiller à ce que l'UICN adopte pleinement une approche de la conservation fondée sur les droits; et travailler collectivement avec la Commission des droits de l'homme et les rapporteurs spéciaux.

Faire progresser les résultats du Sommet mondial sur les peuples autochtones et la nature

Cette session a été modérée par Francisco Ramiro Batzin Choj, Asociación SOTZ'IL, et Anita Tzec, UICN, et s'est ouverte par une invocation. Jenny Springer, UICN, a introduit la session, expliquant que l'objectif est de faire avancer les résultats du Sommet mondial sur les peuples autochtones et la nature. Batzin a présenté un résumé du Sommet, soulignant la nécessité de prendre en compte les droits et les besoins des peuples autochtones dans toutes les discussions sur la conservation.

Les conférenciers ont appelé à: protéger les droits des peuples autochtones lors de l'examen de la désignation d'aires protégées; protéger les propriétés intellectuelles et les savoirs traditionnels des peuples autochtones; assurer l'accès aux vaccins et la sécurité alimentaire des peuples autochtones; inclure les voix autochtones dans les politiques et le processus décisionnels; adopter l'Agenda mondial pour les peuples autochtones; fournir des efforts pour le renforcement de la confiance avec les peuples autochtones, et signaler que leurs droits sont violés depuis des années; fournir des ressources humaines et financières supplémentaires pour soutenir la mise en œuvre de l'Agenda; et soutenir l'auto-détermination des peuples autochtones et le concept de tutelle autochtone.

La plupart des conférenciers ont appelé à la mise en application des résultats du Sommet, soulignant que les gouvernements devraient les traduire en règles et règlements, pour qu'ils ne deviennent pas un «papier à classer». Noelani Lee, Ka Honu Momona, a souligné la motion de renoncer à la doctrine de la découverte. Sara Bó Ché, Guatemala, a déclaré que les groupes autochtones ne devraient pas être criminalisés pour avoir lutté pour leurs droits. Andrea Carmen, directrice exécutive du Conseil international des traités indiens, a appelé à l'arrêt de la mise en œuvre ou de la création d'aires protégées et de conservation jusqu'à ce que les problèmes fonciers des peuples autochtones soient résolus. Francisco Souza, directeur général de la FSC Indigenous Foundation, a appelé à un pacte mondial permettant une vision à long terme pour les peuples autochtones et leur relation avec la nature, ainsi qu'un comité autochtone mondial chargé du contrôle et du suivi de l'Ordre du jour.



Trois cent trente et une fleurs pour les trois cent trente et un défenseurs de l'environnement tués en 2020.